



Les médias prétendent que Trump a révélé des informations classées à des visiteurs russes

Par [Patrick Martin](#)

Mondialisation.ca, 17 mai 2017

WSWS.org

Région : [États-Unis](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#),
[Services de renseignements](#)

Un reportage cherchant à faire du sensationnel publié sur le site Web du *Washington Post* lundi après-midi prétend que le président Trump a transmis des informations classées secrètes à deux hauts responsables russes lors de leur rencontre très médiatisée mercredi dernier à la Maison Blanche.

L'article intitulé « Trump a révélé des informations hautement confidentielles à des diplomates russes », affirme que Trump a discuté d'éventuels attentats terroristes de l'Etat islamique (EI) à l'aide d'ordinateurs portables sur des avions de passagers lors d'une réunion avec le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov et l'Ambassadeur Sergey Kislyak.

Selon le reportage du journal, Trump a divulgué les informations obtenues auprès d'un partenaire américain par le biais d'un accord de partage des renseignements considéré si sensible que les détails n'ont pas été divulgués aux alliés et dont la divulgation est étroitement restreinte même au sein du gouvernement américain. Le partenaire n'a pas donné aux États-Unis l'autorisation de partager le matériel avec la Russie, et les responsables ont déclaré que la décision de Trump de le faire met en péril la coopération d'un allié qui a accès au fonctionnement interne de l'Etat islamique.

Le journal a prétendu qu'après la réunion, reconnaissant les dommages potentiels, des responsables de la Maison Blanche ont appelé la CIA et l'Agence de sécurité nationale (NSA), qui étaient en contact avec le gouvernement qui a été la source de l'information sur EI.

L'incident, en supposant qu'il soit rapporté fidèlement et non pas une désinformation délibérée de l'appareil de renseignement américain, suggère, entre autres, qu'au moins un pays allié avec Washington maintient des relations amicales avec l'EI. L'Arabie saoudite et le Qatar viennent à l'esprit.

Washington a lui-même joué un rôle dans la création du groupe fondamentaliste islamique, initialement construit dans le cadre de l'opération américaine de changement de régime en Syrie dirigée contre le gouvernement de Bashar al-Assad, seul allié de la Russie au Moyen-Orient. L'EI est entré en conflit direct avec les États-Unis après avoir envoyé des forces à travers la frontière irako-syrienne en 2014, et en particulier après avoir mis en déroute l'armée irakienne dans la capture de Mossoul, la deuxième plus grande ville d'Irak, en juin 2014.

Le groupe EI est soutenu depuis lors en fournitures et nouvelles recrues qui ont pu atteindre son territoire sans littoral soit par la Turquie – un allié des États-Unis de l'OTAN – soit par l'Arabie saoudite et l'Irak, tous deux des alliés des États-Unis non membres de l'OTAN. L'un de ces pays, ainsi que le Qatar, qui a fortement financé des groupes fondamentalistes sunnites comme l'EI, pourrait être le « partenaire des États-Unis » décrit dans le reportage du *Washington Post*.

En ce qui concerne la politique intérieure des États-Unis, le reportage du journal vise clairement à attiser la campagne anti-russe en affirmant que la campagne présidentielle de Trump a été en collusion avec des agences de renseignement russes dans le piratage du Comité national démocrate et le président de la campagne de Clinton, John Podesta, pour influencer le résultat de l'élection de 2016.

Aucune preuve significative n'a encore été produite pour étayer les allégations selon lesquelles le gouvernement russe était responsable du piratage des documents publiés ultérieurement par *WikiLeaks*. Il n'y a pas non plus eu de preuve de collusion entre Trump et la Russie. La campagne anti-Russie a été lancée en opposition aux suggestions initiales de Trump d'une relation plus coopérative avec Moscou, y compris un recul des efforts visant à renverser Assad en Syrie, afin de concentrer davantage de ressources militaires sur la Chine et l'Asie de l'Est.

La nature de la violation de sécurité alléguée dans l'article du *Washington Post* justifie difficilement les gros titres du journal, les reportages hystériques qui ont fait la une des JT de lundi soir sur *ABC* et *CBS* et les heures de couverture de la télévision par câble qui ont suivi.

La grande erreur de Trump, si le reportage est exact, est de partager avec la Russie des informations sur le terrorisme potentiel de l'EI sans avoir l'autorisation du « partenaire des États-Unis » pour le faire. Une action qui « met en péril une source critique de renseignements sur l'Etat islamique », selon le journal.

Du point de vue de l'aggravation de la crise politique des États-Unis, la question principale soulevée par le rapport du *Washington Post* est la façon dont les détails d'une réunion à huis clos dans le bureau ovale sont arrivés au journal. Les sources les plus probables sont la CIA et la NSA. Les deux agences d'espionnage étaient soit représentées à la réunion, soit informées des commentaires de Trump par le conseiller de la sécurité intérieure de la Maison Blanche, Thomas Bossert.

En d'autres termes, le reportage du journal est une autre balle tirée dans la guerre interne dans l'appareil d'Etat américain, initialement axée sur la politique étrangère, en particulier en ce qui concerne la Syrie et la Russie, mais plus généralement provoqué par le caractère personnel et autoritaire de l'administration Trump, Et le rôle de Trump en tant qu'électron libre dans la politique intérieure et étrangère.

Les responsables de la Maison Blanche ont catégoriquement nié les affirmations du *Washington Post* selon lesquelles Trump a divulgué l'information de façon inappropriée. « Le président et le ministre des Affaires étrangères ont examiné les menaces communes des organisations terroristes pour inclure les menaces pour l'aviation », a déclaré H. R. McMaster, conseiller de sécurité nationale dans un communiqué. « À aucun moment, aucune source de renseignements ni méthodes n'ont été discutées et aucune opération militaire qui n'était pas déjà dans le domaine public n'a été divulguée publiquement. »

Les assertions du *Washington Post* selon lesquelles Trump a révélé à Lavrov et à Kislyak le nom d'une ville dans le territoire de l'EI où les détails de la nouvelle menace terroriste avaient été appris, mais le journal n'a pas voulu révéler ce nom à ses lecteurs, « à la demande des responsables qui ont mis en garde que les révéler compromettrait des capacités de renseignements importantes. »

En d'autres termes, le journal a choisi de s'immiscer dans les rangs des officiers du renseignement militaire qui mènent une guerre politique contre Trump.

Le signalement de supposés propos échappés qui auraient révélé des informations confidentielles aux Russes a conduit plusieurs démocrates membres du Congrès à rappeler les critiques des républicains contre la candidate présidentielle démocrate Hillary Clinton pour avoir été « extrêmement négligente » avec des informations classées qui ont été trouvées sur le serveur de messagerie privé qu'elle a utilisé pendant qu'elle était la secrétaire d'État.

Patrick Martin

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © Patrick Martin, wsws.org, 2017

Articles Par : Patrick Martin

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca